

5 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	
52 - Agglomérations et villes moyennes	30.14
Quartiers durables Bourgogne-Franche-Comté	

PROGRAMME(S)

52.38 - Urbanisme durable BFC

TYPOLOGIE DES CREDITS

AA

EXPOSE DES MOTIFS

La politique de cohésion territoriale mise en place en Bourgogne Franche Comté s'appuie sur 4 piliers : les territoires de projet, la ruralité, les quartiers « politique de la ville » et les bourgs-centres. Chacun contribue aux grands enjeux de la politique territoriale :

- Accueil de nouveaux actifs et de population,
- Transition énergétique territoriale,
- Renforcement du maillage des pôles et des centralités,
- Gestion économe de l'espace et lutte contre l'étalement urbain.

Les quartiers durables constituent un enjeu prioritaire de la politique régionale de gestion économe de l'espace et de la lutte contre l'étalement urbain et un des champs d'action privilégiés de sa politique de transition énergétique pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en préservant nos ressources, nos paysages et notre territoire.

L'objectif de ce nouveau dispositif régional est de promouvoir **une nouvelle manière d'habiter répondant à ces enjeux** en accompagnant les territoires s'engageant dans **des opérations d'aménagements qualitatives, exemplaires et innovantes à dominante habitat**, proposant des manières différentes de construire, de partager l'espace et de vivre ensemble. Ces opérations doivent pouvoir être des projets servant de démonstrateurs pour les autres territoires de la Région.

Tous les territoires régionaux existants ou habités (villes, villages, bourgs-centres, grands ensembles, tissus pavillonnaires existants, centres anciens, friches industrielles, hospitalière, militaire, ferroviaire) peuvent s'inscrire dans une démarche de quartiers durables à condition de respecter tous les aspects de l'aménagement durable :

- Conduite une démarche de projet (gouvernance, pilotage, localisation du projet, évaluation ...) ;
- Agir sur la qualité du cadre de vie et sur les différents usages liés (développer la mixité sociale, encourager le vivre ensemble, s'engager pour la solidarité, favoriser la densité, soigner les formes urbaines ...) ;
- Intégrer et démontrer la préservation des ressources et l'adaptation aux changements climatiques (eau, biodiversité, énergie ...).

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

L 4221-1 du CGCT

OBJECTIFS

Favoriser l'émergence d'une nouvelle manière d'habiter en Bourgogne-Franche-Comté par des projets qualitatifs, innovants et exemplaires.

NATURE

Subvention

FINANCEMENT

Type d'action	Taux maximum d'intervention	Taux maximum d'aide publique	Montant plafond de subvention (par site)
Etudes préalables	Jusqu'à 40 %	70 %	50 000 €
Travaux			
Communes > 10 000 habitants	Jusqu'à 20 %	70 %	200 000 €
Communes < 10 000 habitants	Jusqu'à 30 %		300 000 €

DEPENSES SUBVENTIONNABLES

➤ Etudes préalables :

Les dépenses éligibles sont les dépenses de prestations externes dans le cadre :

- D'études de programmation, de faisabilité ou pré-opérationnelle ;
- D'une assistance à maîtrise d'ouvrage.

➤ Travaux :

- Maîtrise d'œuvre, les études de marché, les études géotechniques, lever topographique, diagnostic amiante et/ou de pollution et les honoraires techniques ;
- Démolition et/ou dépollution du site (plafonné à 10% du coût des travaux éligibles) ;
- Investissements réalisés pour l'aménagement des espaces publics.

Le financement qui pourra être accordé au titre du présent règlement n'est pas cumulable avec une aide qui pourrait être accordée au titre d'un contrat de territoire ou des Règlement d'Intervention « Programme de rénovation urbaine dans les quartiers d'intérêt régional ou local » et « Habitat – Aménagement ».

Pour chaque projet sera étudié le plan de financement global du projet, les différents recettes, la nature du reste à charge afin de privilégier un maximum d'effet levier de la subvention régionale. A ce titre, le bénéficiaire de la subvention devra fournir le bilan d'aménagement.

BENEFICIAIRES

Etudes préalables : Communes de moins de 10 000 habitants et Communautés de Communes (voir liste territoires non éligibles en annexe 1), syndicats mixtes de SCoT, Pays / PETR et Parcs Naturels Régionaux.

Travaux : Communes, EPCI, bailleurs sociaux, SEM et SPL agissant pour ces territoires dans le cadre d'un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage ou une concession d'aménagement.

CRITERES D'ELIGIBILITE

- **Nature des opérations éligibles :**

A travers ce dispositif, la Région souhaite accompagner des opérations d'aménagement durable proposant des logements pour tous dans un cadre de vie de qualité, tout en limitant son empreinte écologique. La Région peut soutenir les maîtres d'ouvrages en phases :

- **Etudes préalables :**
 - Etudes de programmation, de faisabilité ou pré-opérationnelle (une seule étude finançable par opération).
- **Travaux : aménagements d'espaces publics uniquement, dans le cadre de :**
 - Reconversion de friches (industrielle, militaire, hospitalière, ferroviaire) ;
 - Opération de renouvellement urbain et recomposition urbaine ;
 - Opérations de restructuration de quartiers d'habitat social ;
 - Opérations en extension urbaine en greffe sur l'existant.

- **Grille EcoQuartiers (annexe 2) :**

Dans tous les cas les dossiers déposés devront démontrer :

- La prise en compte globale de la grille ;
- La prise en compte de chacun des 20 engagements ;
- La cohérence entre ces engagements.

Parmi ces engagements, la Région sera particulièrement attentive à la prise en compte de :

- La sobriété foncière ;
- La qualité urbaine ;
- La mixité ;
- La sobriété énergétique ;
- La transition numérique.

- **Foncier**

Le porteur de projet devra présenter une maîtrise foncière de plus de deux tiers de la surface du projet et du nombre de parcelles.

- **Démarche**

Le maître d'ouvrage devra avoir procédé en amont du dépôt du dossier « Travaux » à une étude préalable, financée ou non par la région, et à une étude de marché des besoins en termes d'habitat et de logement.

PROCEDURE

Avant tout dépôt de dossier de demande de subvention, le maître d'ouvrage devra **prendre contact avec les services de la Région** afin d'exposer son projet (réunion de présentation souhaitée avec l'ensemble des organismes compétents en aménagement et urbanisme).

Les dossiers de demande de subvention doivent être déposés, via la plateforme dématérialisée de gestion des aides (OLGA), accessible depuis le site institutionnel du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté :

- Avant le démarrage des études préalables, pour les études préalables ;
- Au stade Avant-Projet Définitif (APD), pour les travaux.

Chaque dossier fera l'objet d'un accusé de réception. Les dépenses seront prises en compte à compter de l'établissement d'un **accusé réception dossier complet**.

Plages de dépôts des dossiers de demande de subvention :

- **Les dossiers d'études préalables sont examinés au fil de l'eau ;**
- **Deux sessions de dépôt des dossiers d'investissement sont mises en places : les dates limites pour déposer les demandes relatives aux travaux sont fixées au 1^{er} avril et au 1^{er} octobre de chaque année.**

Deux comités d'expertise seront organisés par an pour analyser la qualité des dossiers déposés.

Les dossiers déposés seront soumis à un comité d'expertise composé de partenaires en aménagement et urbanisme. Ce comité d'expertise est chargé d'analyser les dossiers déposés et de donner un avis technique.

Le dossier est composé des pièces suivantes :

Pièces administratives

- Courrier de demande de subvention ;
- Courrier signé par le représentant légal habilitant une personne de sa structure à déposer un dossier en ligne ;
- Attestation sur la situation du demandeur au regard de la TVA pour l'opération ;
- Attestation de non commencement des travaux ;
- Domiciliation bancaire ou postale ;
- N° SIRET ;
- Bilan d'aménagement ;
- Devis estimatif de la maîtrise d'œuvre ;
- Coût détaillés (APD et descriptif détaillé en stade DCE) ;
- Pour les collectivités territoriales, une délibération de l'autorité compétente sollicitant une aide financière de la Région (avec le plan de financement prévisionnel et mention des autres aides sollicitées) ;
- Pour les SEM et SPL, un traité de Concession d'aménagement.

Pièces techniques

Pour les études préalables :

- Composition, missions et coût des prestations de maîtrise d'œuvre liés aux études préalables ;
- Cahier des charges correspondant aux prestations envisagées.

Pour les travaux :

- Formulaire de candidature en **annexe 3** ;
- Composition, missions et coût des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Avant-projet définitif comprenant :
 - Programme de l'opération ;
 - Plans du programme avec photos de l'état actuel et les plans de l'état futur ;
 - Plan masse précisant le dimensionnement et le tracé des voiries, des aires de stationnement, les aménagements paysagers.

Dans le cadre de l'instruction, la région se réserve le droit de demander tout autre pièce complémentaire nécessaire à l'analyse du dossier.

Le service instructeur est le service Développement Territorial – Direction de l'aménagement du territoire et du numérique.

DECISION

L'Assemblée délibérante (AP et CP) du Conseil régional est seule compétente pour la décision d'attribution d'une subvention.

TEXTES DE REFERENCES

- Délibération n° ----- du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 30 mars 2018